DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION DE L'ACADEMIE DE NICE

CSA Académique

Rectorat de Nice, le 9 novembre 2026

Monsieur le Recteur,

Évidemment, nous ne pouvons ouvrir cette séance sans redire la solidarité totale de la CGT Éduc'Action avec le mouvement lycéen. Une solidarité qui n'a rien d'une posture : nos militant·es sont aux côtés des jeunes, dans les cortèges. Leurs conditions d'étude sont nos conditions de travail. Sur le fond, plus personne ne conteste que la jeunesse a raison. Le ministre lui-même a reconnu des revendications « légitimes ». La jeunesse a gagné la bataille du diagnostic, pas encore celle des moyens. Il suffit de mettre les réponses du gouvernement en face.

Les lycéen·nes demandent un·e professeur·e devant elles et eux. On leur répond que le remplacement à 100 % est « statistiquement quasiment impossible », on leur promet 90 heures par lycée, et l'on présente comme une conquête l'annulation de suppressions de postes que le gouvernement avait lui-même inscrites dans son budget. Monsieur le Recteur, combien d'heures de cours n'ont pas été remplacées dans l'académie depuis la rentrée, et comment ces 90 heures seront-elles réparties : selon les besoins réels, ou à parts égales ?

Ils et elles demandent des classes moins chargées. On leur répond 28 élèves maximum, en seconde seulement, en 2027, dans la moitié des lycées seulement. Et les autres niveaux, les collèges, les salles, les postes ? Rien. Nous vous demandons la liste des lycées de l'académie concernés dès 2027, les critères qui les désignent et les moyens qui les accompagneront.

Ils et elles demandent des locaux dignes, isolés, entretenus. On leur répond par 4 milliards d'euros de prêts sur quatre ans aux collectivités mêmes qui ont laissé pourrir le bâti, quand il faudrait 4 milliards par an pendant dix ans pour la seule rénovation thermique. Un prêt n'est pas un investissement de l'État : c'est une défausse sur les collectivités.

Des collectivités qui se défaussent à leur tour, à commencer par la nôtre, la Région Sud, championne en la matière. Sur 2022-2025, elle a investi 1 068 euros par lycéen et par an, contre 1 347 euros en moyenne nationale : elle est avant-dernière des régions métropolitaines. D'un mandat à l'autre, son effort par élève n'a progressé que de 9 euros, quand la moyenne nationale en gagnait 137. Ce n'est pas faute de ressources : elle fixe au plafond légal les impôts dont elle a la main et perçoit plus de recettes de fonctionnement par habitant que la moyenne. Elle prélève au maximum, elle investit au minimum. Les sommes annoncées pour la rénovation ou la restructuration ne se traduisent jamais en chantiers visibles, et l'exercice forcé de cet automne n'y change rien : de la communication, et le mépris au coin des lèvres. Depuis trois ans, la CGT réclame en CAEN un document indiquant ce qui a réellement été engagé, lycée par lycée. Promis, jamais donné. Nous vous demandons, Monsieur le Recteur, de l'exiger de la Région et de le porter à la connaissance de cette instance. Vous êtes l'employeur de ces personnels et vous avez la responsabilité des usager·es.

Les lycéen·nes demandent la fin de Parcoursup, et là encore ils et elles ont raison. Dans notre académie, seuls 65 % des élèves de terminale trouvent un débouché sur Parcoursup, dont beaucoup

par des vœux de dépit, nous en sommes certain·es. Les 35 % restants ont disparu de la procédure, et personne ne sait dire ce qu'ils deviennent. C'est pourtant ce bilan que l'on nous présente aujourd'hui, un bilan qui s'obstine dans le déni, alors que le gouvernement lui-même annonce le remplacement de Parcoursup pour 2028. Comment peut-on encore maquiller ce bilan, comme on maquille un mort avant la mise en bière ? Et changer l'algorithme ne réglera rien sans l'essentiel : des places dans le supérieur. Sans elles, n'importe quelle plateforme continuera de trier et d'écarter, sous un autre nom. Combien de places, Monsieur le Recteur, seront créées dans l'académie à la rentrée prochaine ?

Enfin, quand les lycéen·nes dénoncent leurs conditions d'étude, ils et elles dénoncent la réforme Blanquer du lycée et du bac : emplois du temps intenables, journées qui finissent à 18 heures, individualisation à l'extrême, perte du groupe classe, contrôle continu où chaque note pèse sur le diplôme et sur Parcoursup. Et surtout, un outil de ségrégation sociale : une offre de spécialités inégale, un contrôle continu qui vaut ce que vaut la réputation de l'établissement, un bac national et anonyme devenu diplôme local, où les familles les mieux informées savent jouer des règles et de la carte scolaire. Cela aussi, nous l'avons dénoncé dès le premier jour, par des journées de grève répétées depuis 2018, jusqu'à la grève des examens de 2019 et la mobilisation contre les E3C. On ne nous a répondu que par les retenues sur salaire, les menaces, et parfois les procédures disciplinaires. Huit ans plus tard, le Premier ministre annonce que le contrôle continu sera « réexaminé en profondeur ». Partout, on parle désormais de la nullité de cette réforme.

Ces promesses restent d'ailleurs peu crédibles et encore moins dans l'académie la moins bien doté de métropole. Classes à 28 en 2028, nouveau système d'orientation en 2028, bourses revalorisées jusqu'en 2029 : à quelques mois d'une présidentielle, ce gouvernement engage une majorité qui ne sera pas la sienne, avec un budget 2027 même pas voté. Annoncer pour les autres ne coûte rien. Personne n'est dupe.

Sur chacun de ces sujets, la CGT Éduc'Action alerte et mobilise depuis des années. Nous avons été entendu·es tard, ou pas du tout. Souvenons-nous des groupes de niveau, imposés contre l'avis unanime de la profession puis abandonnés à bas bruit. Et nous le disons ici même : l'autorité académique a toujours défendu ces réformes avec conviction, puis les a vues disparaître sans difficulté. Jamais un bilan, jamais un mot pour les personnels qui avaient prévenu et qui ont absorbé les dégâts.

Sur la forme, l'enseignement est plus dérangeant encore. Les lycéen·nes ont été écouté·es, partiellement, mais bien plus vite que nous ne l'avons jamais été : en quelques semaines, ce que des années d'alertes n'avaient pas obtenu. Pourquoi ? Parce que leurs modes d'action ont été efficaces. Ces blocus dénigrés par les plateaux de télévision et traités par tant de directions comme de simples troubles à l'ordre ont rendu visible le malaise profond d'une jeunesse qui, très pessimiste sur son avenir, met au grand jour une faillite sociétale absolue.
Le 5 novembre, les lycéen·nes étaient aussi à nos côtés pour nos salaires. Ils et elles ont compris que la pénurie vient d'abord de là : un métier qui ne paie plus ne recrute plus, et un métier qui ne recrute plus ne remplace plus. La CGT Éduc'Action exige un rattrapage immédiat des pertes de pouvoir d'achat par l'augmentation du point d'indice et son indexation sur l'inflation, et des grilles reconstruites sur la base d'un SMIC à 2 000 euros brut, pour tous les personnels, titulaires comme précaires. Pas des primes : des salaires.

Alors oui, nous nous interrogeons sur certain·es qui ont cru devoir s'ériger en gardien·nes de la citadelle, en menaçant et en sanctionnant durement des lycéen·nes. Que des débordements graves

aient eu lieu ici ou là, personne ne le nie. Nous ne les soutenons pas : ils servent d'abord celles et ceux qui cherchent à discréditer la jeunesse. Mais dans l'immense majorité des cas, il s'est agi d'actions sérieuses, déterminées, qui ne portaient atteinte à personne. Au pire, quelques poubelles devant une grille, voilà souvent le corps du délit. Nous demandons le bilan académique de ces sanctions, établissement par établissement, et qu'aucune ne vienne entacher les dossiers scolaires de ces jeunes.

Et puisque l'heure est à la reconnaissance de la légitimité de ces revendications, allons jusqu'au bout de la logique : nous demandons le remboursement de toutes les journées de grève effectuées depuis 2017, contre la réforme du lycée, Parcoursup, les suppressions de postes, le choc des savoirs, le Pacte. Et pourquoi pas pour nos salaires et contre les réformes des retraites, puisque l'on finira bien par le reconnaître aussi. Pendant huit ans, on a prélevé sur nos salaires le prix d'avoir eu raison trop tôt. Chaque trentième retenu était une amende infligée à la lucidité.

Car si c'est ainsi, et seulement ainsi, que la jeunesse obtient raison, quelle leçon éducative devons-nous en tirer, nous, les adultes ? Une institution qui prétend enseigner la citoyenneté sanctionne celles et ceux qui la pratiquent. Un pouvoir n'entend que lorsque l'on bloque. Combien de bras de fer, de crises et de souffrances pourrions-nous éviter si le dialogue social était respecté, si les décideurs, y compris ici, mettaient enfin de côté un dogmatisme néolibéral qui détruit le service public qu'il prétend moderniser ? Ce n'est pas la jeunesse qui a choisi le rapport de force. C'est la surdité de celles et ceux qui la gouvernent qui le lui a imposé. Et pour la CGT, c'est une nouvelle fois la démonstration que seul le rapport de force est gage de victoire.

Olivier GERARD
Secrétaire général de la CGT Educ'Action de l'Académie de Nice